Le député Dennis Bevington prononce un discours sur le projet de loi C-22, Loi sur la sûreté et la sécurité en matière énergétique

Monsieur le Président, les conservateurs ont supprimé l'obligation d'affecter à des projets d'infrastructure durable l'argent du Fonds de la taxe sur l'essence, l'un des derniers programmes fédéraux de lutte contre les changements climatiques. Ils ont aboli cette exigence au moment où le maire de Vancouver déclarait que le gouvernement fédéral devrait accroître, et non réduire, le financement de la lutte contre les changements climatiques.

Pourquoi les conservateurs excluent-ils des infrastructures essentielles comme les routes du Fonds Chantiers Canada et transforment-ils un programme de 21 milliards de dollars destiné à financer l'infrastructure verte en une source de fonds pouvant servir à remplir les nids-de-poule ou à construire des belvédères?

L'hon. Denis Lebel (ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, PCC):

Monsieur le Président, le Fonds de la taxe sur l'essence est entièrement destiné aux municipalités. L'exemple donné par le député est totalement faux. Nous soutenons toujours les provinces et les municipalités.

Nous avons conclu des ententes avec de nombreuses provinces et nous espérons que l'argent parviendra très rapidement aux municipalités et aux provinces et qu'il continuera d'en être ainsi. C'est le plan le plus ambitieux jamais vu au Canada, et c'est à notre excellent premier ministre qu'on le doit.